

Baisse dramatique des financements multilatéraux consacrés à la lutte contre les VIH/SIDA.

Publié le 11 décembre 2025 par Dr. Jean Jacques Pik



©

Résumé :

L'auteur apporte des compléments d'information chiffrés concernant le désengagement des 5 pays (USA-UK-France-Allemagne-Pays-Bas) qui financent 90% de la lutte contre le Sida. Les États-Unis ne sont pas les seuls dans cette démarche. Il montre que des millions de personnes vont souffrir de ces

décisions.

Abstract : The author provides additional figures regarding the withdrawal of funding from the five countries (USA, UK, France, Germany, and the Netherlands) that finance 90% of the fight against AIDS. The United States is not alone in this approach. He shows that millions of people will suffer as a result of these decisions.

Deux articles du n°54 des Cahiers de Santé Publique avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sous la plume de Michel Limousin et de Foussénou Sissoko à propos de la baisse drastique des financements d'origine US vers les divers mécanismes fonctionnels de soutien à la lutte contre le VIH/SIDA depuis l'élection présidentielle aux USA, notamment le gel du programme PEPFAR (*President's Emergency Plan For AIDS Relief*) en janvier 2025 et la fermeture de l'USAID (*US Agency for International Development*) en février 2025.

Le PEPFAR revendiquait dans ses résultats 2024 d'assurer le traitement anti-rétroviral de 20,6 millions de personnes, la prophylaxie pré-exposition (PReP) pour 2,5 millions de personnes, la prise en charge de 6,6 millions d'orphelins, la prévention chez 2,3 millions d'adolescentes et de jeunes femmes, et d'avoir financé directement 83 millions de tests et d'assurer la rémunération de 382 000 personnels de santé (www.hiv.gov/federal-response/pepfar-global-aids/pepfar). C'est dire si son gel opérationnel se présente comme catastrophique, sachant que les derniers chiffres disponibles d'ONUSIDA font état de 40 millions de personnes infectées par le VIH, et d'1,3 million de nouvelles infections en 2023.

Toutefois, début septembre 2025, le Département d'Etat US mettait en avant une nouvelle orientation du PEPFAR fondée sur la promotion et la diffusion dans les pays-cibles du Lenacapavir, molécule antirétrovirale produite par le laboratoire Gilead. Cette molécule, active par une action inhibitrice de capsid du VIH sur une longue durée, offre des résultats déjà établis en matière de traitement des patients, en association avec d'autres antirétroviraux mais également en matière de PreP depuis la publication des résultats des essais Purpose 1 et 2, également sous la forme de deux injections par an. Bonne nouvelle dans un certain sens mais qui fait intervenir directement l'administration US en soutien de sa propre industrie et surtout néglige voire conteste tout l'engagement multilatéral communautaire et l'action des ONG qui ont lourdement œuvré depuis la mise en place des stratégies de traitement des patients dans le Sud global, l'Afrique Sub-Saharienne en premier lieu.

La France, quant à elle, participe au financement de la lutte contre le VIH/SIDA via sa contribution au Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, fondé en 2002 et au mécanisme UNITAID, dont elle est à l'origine depuis 2006. Or ces financements sont également menacés, certes dans des proportions différentes, mais suffisamment pour contribuer à l'atmosphère de doute qui plane sur l'avenir de la mobilisation multilatérale face au VIH/SIDA. En particulier, un doute plane sur la poursuite de la participation mondiale au Fonds Mondial, ce doute étant factuellement attribué aux incertitudes qui grèvent le vote du budget 2026 au Parlement. Dès lors, pour des raisons convergentes, le Fonds Mondial, lors de son récent tour de table des contributeurs à Johannesburg n'a pu rassembler que 11 milliards de dollars sur les 18 milliards attendus.

En réponse à cette atmosphère délétère créée par la baisse des financements internationaux, ONUSIDA et les dirigeants africains tentent d'y voir une occasion de modifier et de rendre plus autonome le financement de l'action sanitaire dans les pays concernés par des mécanismes fiscaux, la mobilisation de la diaspora, entre autres. Ce sont bien entendu, les services communautaires qui souffrent au premier chef de ces restrictions, les services de prévention, les services de soutien aux populations les plus vulnérables au virus, adolescentes et jeunes femmes, hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes, injecteurs de drogues, professionnels du sexe, personnes transgenres. Globalement ONUSIDA table sur une réduction de 30 à 40% de l'aide extérieure aux pays à faibles ressources et selon le thème choisi pour la Journée Mondiale contre le SIDA 2025, cherche à « surmonter les perturbations ».

Dans ce contexte, une étude publiée en mars 2025 par Brink TD et coll dans le Lancet HIV a tenté de prévoir les conséquences de divers scénarios d'évolution des financements internationaux selon le modèle Optima HIV dans 26 pays. Les auteurs s'appuient sur la constatation que 90 % de l'aide internationale repose sur 5 pays (USA-UK-France-Allemagne-Pays-Bas) et que la réduction des montants alloués entre sur la période 2025/2026 pourrait s'échelonner entre 8 et 70%. Les valeurs étudiées étaient l'incidence de l'infection (nouveaux cas) et la mortalité.

- Scénario 1 : maintien des financements actuels
- Scénario 2 : baisse proportionnelle des financements de chaque pays (24% au total) en 2026 avec maintien les années suivantes et absorption de 90 % de la

baisse par les pays eux-mêmes

- Scénario 3 : Affectation du budget PEPFAR aux seuls traitements curatifs
- Scénario 4 : Arrêt du PEPFAR avec compensations nationales
- Scénario 5 : Arrêt du PEPFAR sans compensation

Selon les informations dont nous disposons fin novembre 2025, c'est le scénario 3 qui semble le plus proche de la réalité.

Il en ressort (*voir la publication princeps référencée dans la bibliographie, en accès libre*) que, par rapport au statut quo, la réduction moyenne pondérée de 24 % associée à l'arrêt total ou partielle du PEPFAR pourrait occasionner entre 4,45 et 10,75 millions de nouvelles contaminations par le VIH et causer entre 0,77 et 2,93 millions de décès supplémentaires liés au VIH.

Pour mémoire, les données les plus récemment publiées font état de 40,8 millions de personnes vivant avec le VIH en 2024 dont 1,4 millions d'enfants de moins de 14 ans. La proportion féminine est de 53 %. 31 millions de personnes ont accès au traitement (certes beaucoup plus que les 7,7 millions relevés en 2010 mais en dessous de l'objectif fixé par ONUSIDA de 34 millions). Les pays du Sud se trouvent donc brutalement confrontés à la réalité de cette austérité imposée par le désengagement des pays. Est-ce réellement une opportunité de mettre en place un modèle économique nouveau et de montrer leur résilience ? En France, les associations telles que AIDES ou Sidaction ont lancé des démarches de plaidoyer auprès des autorités. Un soutien politique et social ferme s'avère indispensable.

Bibliographie :

Michel Limousin, L'USAID, l'Agence américaine pour le développement international a fermé ses portes, *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 54 septembre 2025.

Foussénou Sissoko, La fermeture de l'USAID fragilise les systèmes de santé en Afrique, *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 54 Septembre 2025



PEPFAR:

<https://www.state.gov/releases/the-united-states-presidents-emergency-plan-for-aids-relief/2025/09/pepfars-support-of-american-innovation-to-reach-up-to-2-million-people-by-2028-with-breakthrough-hiv-drug-lenacapavir/>

Debra ten Brink et coll, Impact of an international HIV funding crisis on HIV infections and mortality in low-income and middle-income countries: a modelling study, *Lancet HIV* 2025; 12: e346–54

ONUSIDA :

https://www.unaids.org/sites/default/files/2025-07/UNAIDS_FactSheet_fr.pdf

Santé Publique France : [bullnat_vih_ist_20251023_final%20.pdf](https://www.santepubliquefrance.fr/sites/default/files/20251023_final%20.pdf)

Pour citer cet article :

Jean-Jacques Pik, Baisse dramatique des financements multilatéraux consacrés à la lutte contre les VIH/SIDA. Les USA montrent la voie mais ne sont pas seuls en cause, *Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, N° 53 juin 2025.

